

Edité par le Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique (SNTRS – CGT).
ISSN 0180-5398 – CP 50050 — Directeur de la publication : Jean Omnès – 25, rue de Chevreuse, 91400 Orsay.

Rétrospective d'une fête annoncée

...et réussie !

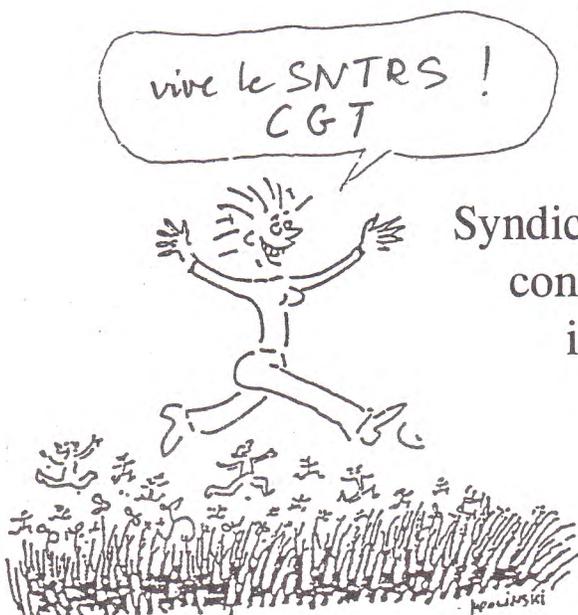
1948

1998

50 printemps...



Sortie de la Cérémonie Officielle...



Syndicat
confédéré
intercatégoriel
unitaire
indépendant
démocratique

La section locale du SNTRS-CGT est tout à la fois heureuse et honorée d'accueillir à Bellevue tous les militants qui viennent fêter les 50 ans de notre syndicat.



Bellevue a une fière histoire. C'est le lieu où le CNRS a pris naissance et où de grandes découvertes ont été faites. Son passé syndical est connu de beaucoup d'entre-nous avec ses moments chauds de luttes et de victoires.

Avant que ne soit créé le CNRS, des laboratoires, avec leurs ateliers réputés de toutes spécialités, ont fait la renommée de ce site où les militants d'avant-guerre ont appartenu à la C.G.T. Il ne nous reste uniquement que des vestiges de ces laboratoires et ateliers que nous n'aurions pas voulu voir disparaître. Il nous reste malgré tout, l'espoir de voir un jour se regrouper toutes les forces syndicales qui sont issues de ce militantisme C.G.T.

dimanche 01.03.98

Chers camarades

Mon état de santé m'impose de ne pas être parmi vous aujourd'hui, pour le jubilé de notre syndicat. Je le regrette profondément car cet anniversaire est beaucoup plus, pour moi, que l'occasion d'une rencontre fraternelle, ce qui, pour un ancien, est plein de chaleur.

C'est essentiellement, à mes yeux, un moment privilégié pour voir le chemin parcouru et pour rendre hommage à l'action de ceux des I.T.A. qui, nombreux, ont animés et soutenus les initiatives du SNTRS.

Le chemin parcouru, c'est, durant plus de trente années les luttes pour l'obtention d'un statut de personnel permanent de l'Etat, jalonnées périodiquement d'avancées, puis aboutissant en 1984 à la titularisation, à contre courant de la précarisation et de la déshumanisation déjà prônées par le libéralisme ambiant. C'est, depuis, les luttes contre toutes les formes de régression qu'on voudrait nous imposer.

L'hommage, c'est la reconnaissance à ceux qui, nombreux certes, mais ayant autour d'eux indifférents, timorés ou carrément hostiles, ont su obtenir ce dont tous, sans exception, bénéficient et dont bénéficient également ceux qui sont venus après. A ceux-là incombe la préservation des acquis et l'adaptation aux mutations modernes.

Chers camarades, en dépit des pièges du dogmatisme, du sectarisme et de la forfanterie, souvent difficiles à éviter, nous nous inscrivons, à notre place, dans le mouvement séculaire d'émancipation, et, de cela nous pouvons légitimement être fiers.



André CHANCONIE
Secrétaire Général du SNTRS-CGT
De 1957 à 1972

Plus de 200 camarades et amis sont venus
fêter cet événement mardi 10 mars 1998
au CNRS à Meudon.

DEFENSE DE LA RECHERCHE PUBLIQUE - DEFENSE ET CREATION D'EMPLOIS - DEFENSE DES SALAIRES

SNTRS-CGT Syndicat confédéré intercatégoriel

Représente les salariés de l'ensemble des établissements de RECHERCHE PUBLIQUE, DES UNIVERSITÉS, DES CENTRES DE RECHERCHE INDUSTRIELLES, TECHNIQUES, THÉSARDIENNES
du SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ENSEMBLE AGISSANTS

En défendant nos droits collectifs nous défendons nos droits individuels

Syndicat unitaire

indépendant

démocratique



Légende des photos de tribune.

De gauche à droite : **Sophie TOUSSAINT-LEROY**, membre du bureau national, **Michel DONEDU**, Secrétaire National de l'UGICT-CGT, **Jean OMNES**, Secrétaire Général du SNTRS-CGT, **Marc DECASTER**, Trésorier national et « Maître » de la présente séance anniversaire, **Eugène ALEXANDRE**, l'un des fondateurs du syndicat en 1948, **Guy DUPRE**, Secrétaire Général du SNTRS-CGT de 1955 à 1957 et de 1974 à 1979. **Danièle BUREAU**, Secrétaire de la section et de la Région Meudon-Bellevue nous a prononcé quelques paroles d'accueil et d'histoire locale très émouvantes comme elle sait si bien le faire... Depuis Danièle s'est envolée vers sa nouvelle vie... de retraitée (cf. histoire locale sur la page 2).



Intervention de Jean Omnès, Secrétaire Général du SNTRS-CGT

Il y a 50 ans, le 13 février 1948, un groupe de militants de la CGT au CNRS, s'opposait à la scission et refusait le passage à FO du Syndicat CGT de l'époque, le SNRSTA (Syndicat National de la Recherche Scientifique Technique et Atomique). Celui-ci était l'héritier d'un Syndicat CGT dont nous venons trouver trace grâce à une photo de 1936 retrouvée par les camarades de Bellevue. La CGT existait donc à l'Office National des Recherches Scientifiques et des Inventions entre 1922 et 1939, date de création du CNRS.

Ce petit groupe de camarades créait le Syndicat National des Personnels Techniques du CNRS (SNPT-CGT). Le A de "Administratifs" sera ajouté par la suite et le Syndicat prendra le nom de SNPTA-CGT. Il ne s'appellera SNTRS-CGT qu'en mars 1968 lorsque le syndicat décide de s'ouvrir au-delà du CNRS (espérant semble-t-il aussi, pouvoir s'élargir aux chercheurs). Les camarades de l'INSERM, auparavant organisés dans le Syndicat CGT des Personnels de l'INSERM, ont quant à eux décidé de rejoindre le SNTRS à partir de janvier 1969. Les adhérents du Syndicat CGT des Ouvriers d'Etat en font autant en 1967 après leur intégration dans les catégories CNRS.

Les conditions de la vie syndicale n'avaient bien entendu rien à voir avec aujourd'hui. Le droit syndical n'existait pas au niveau de ce qu'il est aujourd'hui.

50 ans c'est un sacré bail.

Durant ces 50 années les militants du syndicat ne se sont guère ennuyés. Elles ont été riches en événements, en luttes, en acquis nouveaux pour les personnels. Au cours de cette période les débats ont été toujours passionnés, parfois vifs, voire tendus.

LES LUTTES ONT ETE NOMBREUSES ET SOUVENT FRUCTUEUSES.

Dès ses premières années le syndicat a agi pour l'obtention d'un statut.

Ce premier statut est obtenu le 25 mai 1952. De-puis cette date le syndicat n'a cessé d'agir pour son amélioration puis pour la titularisation. Parmi les principales étapes de cette lutte, il y a :

1959 : l'accélération des débuts de carrières, l'instauration des échelons accélérés pour les ITA, le statut des chercheurs ;

1961-1963 : des améliorations indiciaires ;

1964 : l'application du statut aux personnels de l'INSERM ;

1968-1970 : la garantie de l'emploi (le fameux article 46) pour la première fois dans un statut de contractuel ;

1973-1980 : la reconnaissance dans le statut des qualifications des personnels ouvriers, de service et de cantines ;

1979-1981 : la lutte contre le plan Aigrain et pour la titularisation, qui aboutit au statut cadre de titulaire des EPST (en décembre 1983) avec, à la clé, la titularisation de 45000 chercheurs et ITA à partir de 1984 dans les EPST et aussi, l'année sui-vante, au statut de titulaire des Ingénieurs et Personnels Techniques de l'Enseignement Supérieur.

Les luttes pour les salaires et la prime (Dès les Années 50).

La première prime (dite de Production Scientifique) est instituée en 1955 pour compenser pour partie le retard des salaires (la revendication de l'époque est 50% d'augmentation des salaires). Cette prime est allouée de façon clientélaire (totalement modulable).

La lutte se prolongera avec, là aussi, des acquis non négligeables :

1957 : l'amélioration du niveau des primes (instauration de la PPRS) des PTA (indexation) et de la Prime des chercheurs (non indexée - elle n'est revalorisée qu'en 1989) ;

1967 : les personnels de l'INSERM ont droit en-fin à la totalité de la PPRS (50% jusque là) ;

1968 : les deux tiers de la PPRS deviennent non modulables pour les ITA ;

En 1960-1961 la lutte pour le "milliard" (un milliard de francs de l'époque). Il s'agissait d'améliorer les salaires des personnels CNRS. Cette lutte aboutira dans l'année qui suit à des majorations indiciaires importantes (5 à 35% selon les catégories).

Le syndicat, avec d'autres, s'est très fortement engagé dans les luttes pour la paix et le désarmement : il a agi contre les guerres d'Algérie, du Viêt-nam ou plus récemment celle du Golfe Persique. Aujourd'hui il poursuit cet engagement en s'exprimant pour le désarmement nucléaire total et pour l'élimination de toutes les armes de destruction massive.

La lutte pour l'intégration des hors statuts. Cela a été une action de long terme : la revendi-

cation date du début des années 60 et la lutte durera jusqu'au début des années 80. Elle aboutira à plus de 2000 intégrations sur postes.

La lutte pour le reclassement des Personnels Ouvriers de service et de Cantines (75-81) aboutira à plus de 1000 reclassements sur plus de 1400 dossiers.

La lutte des personnels administratifs pour la fin des discriminations en matière de carrières et de primes (notamment la grève de décembre 1977 et janvier 1978) qui aura des répercussions plus tard (augmentation des primes en 1980 pour les "petites" catégories et résorption partielle des discriminations catégorielles dans le statut de titulaire). Les Mesures Durafour en ont malheureusement créé de nouvelles.

La lutte pour la titularisation des personnels recrutés à mi-temps (1985-1986).

Le collectif des mi-temps, animé essentiellement par des militantes du syndicat, a organisé un véritable harcèlement des directions et des ministères. Cela a été payant car, au bout du compte, plus de 700 personnes sur 850 seront titularisées. C'était la première fois dans Fonction publique.

Les luttes pour la défense de la recherche publique ont été une activité permanente du syndicat. Il serait fastidieux de revenir sur toutes les initiatives d'action sur ce sujet. Parmi les plus récentes il y a :

1979-1981 : La lutte contre le Plan Aigrain qui visait à la fois les organismes de Recherche et les statuts des personnels. Elle pèsera pour l'obtention du statut de titulaire en 1983 et aussi dans la décision de mise en place des EPST.

1985 : L'action contre la remise en cause du Comité National par Devaquet.

1994 : La lutte contre l'étranglement budgétaire du CNRS.

DANS LES DEBATS ET PRISES DE POSITIONS DU SYNDICAT, IL Y A DES CONSTANTES.

Les statuts.

Le débat sur cette question a commencé dès l'origine du syndicat et aboutit en 1957 au 2ème congrès du SNPTA. Celui-ci rejette l'option *fonctionnarisation* car les corps de titulaires ne peuvent "*répondre de façon satisfaisante aux besoins des qualifications spécifiques à la recherche scientifique et moins encore aux problèmes de rémunérations, décisifs pour le maintien des personnels formés ainsi que pour assurer le recrutement*". Il rejette également l'option "*caractère industriel et commercial*" qui aurait entraîné la coupure

avec l'Université, l'Education Nationale et aurait favorisé la partition de la Recherche en écartant des disciplines entières, notamment en sciences sociales et humaines.

L'option retenue est "*l'amélioration du statut de droit public dans un établissement de droit public doté de la personnalité civile et l'autonomie financière placée sous l'autorité du Ministre de l'Education Nationale*".

Et naturellement, lorsque le syndicat a revendiqué un statut de titulaire, à partir des années 70, il l'a fait en insistant sur les dérogations indispensables pour tenir compte de la spécificité des métiers de la recherche. C'est sur ces bases que la CGT a participé aux négociations. C'est de là que datent nos premiers différends avec l'UGFF.

La défense de la recherche publique et des organismes.

Là aussi dès le départ le syndicat s'est très clairement positionné. Dès son premier congrès en 1955 le syndicat indique que "*C'est une question d'intérêt national que d'assurer l'indépendance de la Recherche Scientifique française à l'égard des intérêts privés et des buts militaires*".

Le congrès "*affirme sa volonté de lutter pour que le CNRS joue pleinement son rôle : orienter et coordonner les recherches scientifiques de tous ordres présentant, pour l'avancement de la science ou de l'économie nationale, un intérêt reconnu*".

Il dénonce les attaques contre le CNRS du fait notamment du manque de moyens qui "*entraînerait la disparition de la recherche fondamentale, la disparition de la quasi-totalité des sciences humaines*" et "*l'utilisation de la recherche scientifique à des fins militaires, à la surexploitation de la classe ouvrière (...) et au seul profit des intérêts privés*".

Si les conditions concrètes ont évolué et si les organismes de recherche ont bien changé depuis cette époque, les questions en débat alors restent pleinement actuelles.

L'indépendance du syndicat.

C'est, là aussi, une part essentielle des débats du syndicat. Avec des accrocs parfois. Ainsi en est-il, par exemple, de la période du Programme Commun de Gouvernement des partis de gauche, entre 1972 et 1978. La CGT au congrès de 1978, en analysant cette période, considérait d'ailleurs que le soutien de la CGT à ce programme avait été une faute.

Combien de fois, à une question posée, nous ouvririons non pas le programme du syndicat ou celui de la CGT, mais le Programme Commun.

En clair : si vous voulez que vos problèmes soient résolus, votez pour le Programme Commun. La lecture de la presse du syndicat et celle de la CGT montre que cela a beaucoup marqué l'activité de notre syndicat, bien au-delà de cette période.

Les questions de fonctionnement du syndicat.

S'il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur les personnes, il est essentiel de rappeler certaines choses et d'assumer collectivement tout notre passé, à propos notamment des périodes de durcissement des attitudes à l'intérieur comme à l'extérieur.

Il y a eu des exclusions (en 1970 et en 1972).

Plus récemment il y a eu la période dite de *clarté* et de dénonciation publique, par le SNTRS et le SNCS, des positions des autres syndicats (en particulier la CFDT). Il fallait absolument "faire la différence".

Il faut le dire, nous n'avons pas toujours fait dans la nuance, nous avons, nous aussi, classé les camarades entre les *sûrs* et les *douteux*. Nous aussi avons eu notre ère sectaire. Certains s'en souviennent sans doute amèrement.

Le syndicat lui aussi a joué de la courroie de transmission. Fort heureusement pour le syndicat nous avons rompu avec ces pratiques inacceptables.

Henri Krasucki en juin 1991, disait dans un rapport au CCN de la CGT : (...) *chez nous ont existé et persistent des conceptions et des pratiques étroites, cela demeure un problème assez répandu dans la CGT, pour des raisons historiques. Plus gravement, a existé et persiste une résurgence de conceptions et pratiques tout simplement fausses et archaïques de la CGT. Il faut bien le dire, des conceptions élitistes (existent) : il y a ceux qui savent et les autres, il y a les sûrs et les douteux. Disons-le carrément : il existe une conception de courroie de transmission. (Il y a) des camarades qui se sont considérés —et se considèrent encore— en mission dans la CGT, gardien d'une orthodoxie, étrangère à la CGT, et étrangère aux conceptions réelles et explicitement affirmées dans le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier français (...)*".

Ces cinquante années ont vu se dérouler 22 congrès du syndicat, où les débats ont très souvent été passionnés, voire même houleux. Je me souviens de certaines séances de nuit et de l'une d'elles en particulier qui dura jusqu'à 2 heures du matin en 1980 à Chamerolles et se finit en queue de poisson. Il s'agissait déjà de la syndicalisation des chercheurs au SNTRS. Ma

section (Gif), cédant à la pression, avait retiré sa proposition de motion prônant la syndicalisation de toutes les catégories au SNTRS. Nous ne savions pas encore dire non. Ce qui nous a valu, de la part de certains camarades, des qualificatifs bien sentis¹. Ces camarades avaient raison d'être mécontent et de nous le faire savoir.

Les épreuves n'ont pas manqué au syndicat depuis sa création et plus particulièrement dans les vingt dernières années.

Il a notamment été le sujet d'attentions toutes particulières de la part des instances de la CGT (UGFF d'abord, UGICT et Confédération ensuite).

La création de l'USCA, la volonté de nous imposer l'abandon du caractère national du syndicat, l'entérinement de la création du syndicat de site de Montpellier, sont autant d'attentions dont nous nous serions bien passé. Nous avons même eu l'insigne honneur d'un contre projet d'orientation pour notre congrès en 1987, élaboré par l'UGICT, l'UGFF et le Bureau Confédéral.

Tout cela a causé beaucoup d'interrogations, d'amertume et de colère parmi nos adhérents. Aller au-delà des réactions épidermiques, "gérer" une telle situation n'a pas été simple. Ce n'était pas si facile de dire non à la confédération. Notre formation ne nous y préparait pas. Mais nous l'avons fait. Nous avons tenu souvent des propos très durs vis-à-vis des instances de la CGT, mais ils étaient justifiés (Et encore, nous n'avons pas dit publiquement tout ce que nous pensions !).

Dire non était le seul moyen à notre disposition si nous voulions respecter notre engagement de congrès et préserver le syndicat de l'éclatement. Nous l'avons fait aussi pour une question de dignité. Sans doute aussi parce que nous trouvions, par expérience, les couleuvres tout à fait indigestes.

Durant toute cette période, l'attitude des différentes instances du syndicat a été guidée par un souci unique : maintenir le SNTRS-CGT et en faire un syndicat réellement intercatégoriel.

Cela a été très difficile, très pénible, moralement et même physiquement pour certains. Des insultes ont été proférées à notre encontre. Je me rappelle notamment d'un Conseil National de la FERC où un participant à cette instance m'a traité, a traité les militants

¹ Parmi les qualificatifs qui nous ont été adressés il y a eu par exemple celui de "C.... molle".

de notre syndicat de suppôts de la direction. Il est difficile de par-donner ce genre d'insulte !

Il y a eu aussi des périodes où le syndicat s'est retrouvé quasiment isolé dans la CGT. Et plus particulièrement depuis les années 80, et plus nettement après la création de l'USCA en 1986. Seule la FERC nous a soutenus, malgré certains désaccords. Il y a même eu une période d'isolement total après l'acceptation par la FERC de la création du Syndicat de site de l'USTL de Montpellier

Ce qui nous a manqué le plus entre 1986 et 1996 a été l'impossibilité d'avoir un débat franc avec les membres du Bureau Confédéral sur la situation de la CGT dans notre secteur et sur les motivations de leurs actes nous concernant. Il a fallu attendre 8 ans et 20 jours exactement pour que le Bureau Confédéral se décide à s'exprimer et reconnaisse le SNTRS comme syndicat s'adressant à toutes les catégories. Ce que nous n'avons pas à l'époque mesuré à sa juste valeur. Cela faisait suite à un bon résultat du syndicat aux élections au CAES.

Certains nous ont dit que nous étions paranoïaques ou que nous avions tort de nous comporter en forteresse assiégée. Ce n'était pas un choix, mais la réalité de ce que nous avons vécu à certains moments.

Aujourd'hui nous en sortons, mais nous pouvons nous demander : à quel prix ?

AUJOURD'HUI

L'essentiel est de tirer les leçons de toutes nos expériences et aussi de nos erreurs. C'est ainsi que nous pourrions progresser et faire du syndicat une organisation accueillant tous ceux qui veulent lutter pour leur dignité, se défendre collectivement, un syndicat qui accueille en grand nombre les chercheurs comme les ITA, les titulaires comme les précaires, les chercheurs en formation. Il reste encore beaucoup à faire pour y parvenir.

Malgré les chausse-trappes mises sur notre chemin, malgré les épisodes douloureux de notre histoire, notre fierté est d'avoir maintenu une organisation CGT forte au CNRS, à l'INSERM et à l'INRIA, en restant fidèles à des principes à nos yeux toujours plus actuels : le fonctionnement démocratique, l'information des adhérents, l'indépendance du syndicat, le respect des engagements pris collectivement. Cela alors que certains, qui aujourd'hui ne sont plus rien dans la CGT, nous demandaient en 1991 de transgresser les orientations de nos

congrès, au nom de je ne sais quel intérêt supérieur de la CGT² !

Même si nous y avons perdu des plumes, nous sommes toujours actifs, nous avons maintenu un syndicat présent dans toutes les régions, influent sur le plan électoral, comme en témoignent les dernières élections au CAES qui ont abouti à l'élection d'Annie GUTNIC au poste de Présidente du CAES.

De lourdes tâches nous attendent : défendre les intérêts des personnels et nos organismes ne peuvent souffrir de relâche dans notre activité.

Pour cela nous devons aussi œuvrer au rassemblement des forces syndicales, malgré leurs différences, pour renforcer l'action des personnels.

A propos d'unité j'ajouterais que nous ne nous résoudrons jamais à la division syndicale. Rassembler, unifier toutes les forces qui veulent agir pour la défense des intérêts des travailleurs, est une question que devons débattre avec les autres forces syndicales. Cela vaut pour notre secteur et également au-delà.

Au cours de ces 50 années beaucoup de militants se sont investis sans compter pour que le syndicat voie le jour puis se développe, défende les intérêts des personnels, défende la recherche publique. Cette fête est le moment aussi de leur rendre un chaleureux hommage.

Aujourd'hui les plus gros nuages se sont éloignés, mais nous devons en permanence être exigeants avec nous-mêmes, veiller à créer toutes les conditions pour une vie toujours plus démocratique du syndicat et combattre tout ce qui pourrait remettre en cause son bon fonctionnement. Nous devons veiller à ce que les débats et décisions soient le fait du plus grand nombre d'adhérents et non celui de quelques militants "éclairés".

Maintenant que nous sommes sortis de la zone de tempête, nous devons travailler à renforcer le syndicat, à faire en sorte que d'autres, plus jeunes, prennent le relais pour faire fructifier l'héritage.

Comme le disait si justement le titre du premier journal du syndicat en janvier 1956 : *La lutte continue !*

² A. OBADIA lors d'une rencontre à l'UGICT, demandait à Annick KIEFFER et à moi-même de prendre des décisions contraires aux orientations de congrès du SNTRS.

Intervention de Guy DUPRE Secrétaire Général du SNTRS-CGT de 1955 à 1957 et 1974 à 1979



Chers Camarades,

C'est avec grand plaisir que j'ai répondu à la sollicitation de Jean OMNES, pour dire quelques mots à cette manifestation amicale célébrant le 50^{ème} anniversaire du syndicat, puisque j'ai eu l'honneur d'être un des acteurs, parmi tant d'autres, de ce combat persévérant du SNTRS-CGT pour la défense des travailleurs scientifiques pour une recherche orientée vers la satisfaction des besoins humains, pour une société plus juste et pour la paix.

Il m'a semblé, pour illustrer par quelques anecdotes les moments forts du syndicat, que Jean vient de rappeler, qu'il serait mieux de faire appel à mes souvenirs sur les débuts du syndicat, dans la période où il venait de se constituer, au lendemain de la scission syndicale de 1947, provoquant, dans des conditions fort peu démocratiques, la disparition du SNCGT de la recherche scientifique, technique et atomique.

C'est le privilège de l'âge d'avoir pu participer à cette période extraordinaire des premiers pas du jeune Syndicat National CGT des personnels techniques et administratifs du CNRS dont est issu notre SNTRS-CGT. J'avais 18 ans et j'avais eu la chance d'être recruté par le Professeur JOLIOT-CURIE pour travailler dans son laboratoire de Physique et Chimie Nucléaire du Collège de France, en qualité de collaborateur technique rémunéré par le CNRS.

Quelques jours après ma prise de fonction je fus contacté par Eugène ALEXANDRE, parmi nous aujourd'hui ; ce camarade était l'animateur de la section syndicale de l'établissement (et, il était également l'un des fondateurs du nouveau syndicat) pour me proposer l'adhésion à la CGT, ce que j'acceptais sans problème.

La section CGT du Collège de France était l'une de celles qui avaient refusé de quitter, quasi-unanimement, la CGT au moment de la scission

et avaient constitué l'embryon du nouveau syndicat du CNRS, lequel comptait à l'époque un peu plus d'une centaine d'adhérents. C'est dans ces conditions que quelques semaines après mon recrutement au CNRS... et mon adhésion à la CGT, je devais participer à la grève lancée à l'initiative du SNPTA-CGT du CNRS pour exiger l'alignement des salaires des collaborateurs techniques (ceux mis à la disposition des enseignants-chercheurs) sur ceux des contractuels (travaillant dans les labos CNRS). La différence était de l'ordre de 20 à 40%, les contractuels étant rémunérés, plus ou moins, sur la grille F.P., c'est dire quel était le niveau de nos salaires !

Cette action, marquée par la fameuse « 1^{ère} manifestation des blouses blanches » au Jardin des Plantes, eu un grand succès, tant par la participation des personnels que par le soutien de la population, et la presse s'en fit largement l'écho.

Elle eu pour résultat une majoration des salaires d'environ 25% ! Ce qui pour un jeune syndiqué constituait un sacré encouragement à la lutte syndicale ! Le SNPTA-CGT en fut fort renforcé dans son audience auprès des personnels, ainsi que dans son autorité auprès de la direction du CNRS et le syndicat vit son nombre d'adhérents sensiblement augmenter.

Il comptait à ce moment un nombre de militants très réduit, aussi la prise de responsabilité était très rapide et, en quelques mois, je me suis retrouvé au Conseil Syndical National puis invité à participer au « Bureau provisoire » qui animait le syndicat au plan national.

Le syndicat n'avait pas de locaux, ce qui constituait un sérieux handicap pour son activité ; le BN se réunissait la plupart du temps dans le labo de microanalyse du Camarade KORACH, à l'École de Physique et Chimie de la Ville de Paris, mais il menait une « forte pression » auprès de la FEN-CGT et de l'UGFF pour disposer d'un bureau, au moins partiellement.

Cette pression fut finalement payante et vers le début des années 50, nous avons pu disposer d'un tout petit cagibi au 10 rue de Solférino, seulement utilisable pour entreposer nos archives, tout en bénéficiant (quand elles étaient libres !) d'une salle pour nous réunir ; en fait nous devons souvent émigrer dans la salle d'un café du quartier.

Enfin, à force d'insistance, nous avons réussi à obtenir un petit local au siège de l'UGFF, ce qui a été, il faut le souligner, un événement d'importance pour la vie du syndicat et son développement futur. C'est d'ailleurs en partant de cette première implantation d'un siège pour le

syndicat que nous avons pu progressivement nous agrandir rue de Solférino, non sans quelques réticences d'autres syndicats de la FEN-CGT trouvant fort exagérées les prétentions de ce « petit syndicat du CNRS ».

Je terminerai par une dernière anecdote, elle concerne le « 1^{er} Congrès National du Syndicat », en 1954, car jusqu'à cette date se tenait, une fois par an, un samedi après-midi, « l'Assemblée Générale des adhérents », rassemblant au maximum une trentaine de syndiqués, essentiellement de la Région Parisienne.

Il faut reconnaître que cette plus « haute instance » du syndicat avait surtout le caractère d'une réunion d'information, certes utile, mais ne correspondant guère aux nouvelles exigences de l'action syndicale au CNRS et à la place conquise par le syndicat.

La proposition de tenir un véritable « congrès » avec des délégués élus dans chaque implantation du SNPTA, y compris celles de province, s'est heurté dès le départ à une forte opposition dans le BN. Certains camarades estimaient que c'était « délirant », que ce serait un échec, car d'après eux il était impensable de faire venir des militants « toute une journée », notamment de province, d'autres appréciant que nous n'aurions ni les moyens matériels, ni financiers pour tenir ce Congrès, d'autres enfin considéraient qu'un Congrès de délégués serait « moins démocratique » que la traditionnelle AG. Après des discussions passionnées au BN, mais je crois que c'est là une forte tradition dans le syndicat, la décision fut prise quasi-unaniment par le bureau.

Ce premier Congrès eut un succès sans précédent par le nombre de délégués élus, notamment des centres de province, par la qualité des participants et la richesse des débats, par sa traduction concrète en matière d'orientation et de politique revendicative. Il a certainement marqué une phase nouvelle dans l'organisation et l'activité du SNPTA, préfigurant sa capacité à élaborer toujours plus démocratiquement son action, et il a été le point de départ d'un développement rapide faisant, quelques années plus tard, de notre syndicat la 1^{ère} organisation au CNRS.

Voilà chers camarades, à travers quelques souvenirs, un moment de ces 50 années de combat du SNTRS-CGT, riches en luttes, en conquêtes revendicatives et en efforts pour promouvoir une conception de la recherche au service des hommes... et des femmes, dont vous êtes les continuateurs actifs pour impulser et animer une action syndicale moderne, correspondant aux exigences de notre temps.

Vive les 50 ans du SNTRS-CGT !

« 1948-1998 : les 50 ans du SNTRS-CGT »

Intervention d'Olivier-Michel PASCAULT

Membre du Bureau National



« *Ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard, ni patience* »

René Char

(Je suis peut-être l'un de ses «douteux» dont parlait notre chef, mais je vous livre avec grand plaisir ma petite intervention).

1948. Une date, une année de luttes, toujours recommencées. Une scission. Les métallurgistes de la Région parisienne ont ouvert un feu joyeux au lendemain du Congrès constitutif de la CGT-FO, le 13 avril 1948 ; neuf jours plus tard les mineurs du nord et du bassin houiller du Pas-de-Calais, suivis par les enseignants en juin – la CGT

les appelle à la grève le 19 – et les fonctionnaires manifestent l'irrésolution de se voir contraint de subir encore les privations et les involutions sociales engendrées par la guerre.

1998. Le capitalisme, plus furieux que jamais dans son dépérissement, saigne tout autant les peuples, en dictant des oukases sur les entreprises nationales, sur la richesse des Nations, dont la première est l'homme générique. En France, les chômeurs et précaires, les jeunes souvent en tête, se rebellent contre les offensives nouvelles du risque et de l'insécurité psychologique, contre la pénibilité de l'insertion et contre la fantastique déperdition économique et sociale que les philistins tentent de nous proposer à tous.

C'est pourquoi, les cinquante printemps de notre Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique sont une fête, mais aussi la promesse, en tant que regroupement, de résistance et de coordination des justes vellétés d'émancipation intégrale de nous tous. C'est une fête mais aussi l'espoir d'une chaîne d'union entre nos aînés en syndicalisme qui ont créé le SNTRS, et notre volonté commune de poursuivre 50 ans plus tard leur action, tout en ayant une pensée non pas émue mais rassurante et toute empreinte de motivation pour ces hommes et ces femmes qui ont su mobiliser une énergie besogneuse et militante, créatrice d'une organisation qui génère à coup sur les sarments novateurs d'une lutte prégnante pour toute la CGT. Qu'ils en soient remerciés.

Morts, ils ne le sont pas, parce qu'ils ont marché dans l'existence la tête haute ;

Morts, ils ne le sont pas, parce qu'ils ont tracé le début du sillon que nous empruntons : celui de la lutte des classes.

Nous avons conscience de notre singularité au SNTRS-CGT, chercheurs, ingénieurs, administratifs et techniciens, tous confédérés, nous savons combien il est parfois mal aisé d'œuvrer en toute liberté dans la houle extatique des contingences revendicatives, historiques et sociales. Mais toujours, parce que nos esprits libres dominent tout autant que notre pratique fraternelle au sein du SNTRS, nous croisons la république de notre imagination, laquelle se trouve à l'extrême gauche de notre espace céleste. Et cela nous ravit, nous enchante et nous permet de construire l'action syndicale indispensable.

Désormais, le syndicalisme ne prépare plus simplement l'expropriation capitaliste ; il n'organise plus seulement la grève et la défense individuelle et collective des salariés, il doit éclaircir tous ceux qui se tiennent à la marge de l'existence sociale ; il doit accompagner l'idée que le plein-emploi est une bataille à mener et à gagner. Bref, le syndicalisme est résistance *in nuce*, et la résistance nous fonde en tant qu'être social dans la mondanité intra-mondaine, c'est-à-dire là où les assauts de la quotidienneté doivent être balayés pour panser le monde et ses plaies béantes.

A fortiori, un syndicat des personnels du CNRS, de l'INSERM et de l'INRIA est nécessaire non pas seulement pour l'attachement que nous portons aux Sciences (humaines, « dures », « molles », expérimentales, comme vous voulez) et à la Recherche publique pour la Nation, mais il exprime ce qu'arguait Marx dans ses Manuscrits de

1844, à savoir que l'industrie et les sciences de la nature sont (je cite) « *le livre ouvert des forces essentielles de l'homme* ». Et ces mêmes forces essentielles font resurgir ici l'idée, la problématique en fait, de la *praxis*, ce lien indéfectible entre théorie et action, théorie et pratique sans laquelle toute pensée n'est que pensée boîteuse. Cette *praxis*, par conséquent, nous donne à voir qu'il nous faut penser non une transformation individuelle, mais une transformation collective. Et par définition, il s'agit là d'une idée laïque, ou du moins contraire à toute représentation du cours de l'histoire comme le résultat d'une volonté transcendante, divine. Qui mieux que les travailleurs de la Recherche scientifique sont conscients effectivement que les sciences sont ce « *livre ouvert des forces essentielles de l'homme* » ?

Ceci est aussi notre tâche au SNTRS-CGT : affirmer que la science et la Recherche publique sont l'affaire de toutes et tous, et donc de tous les salariés de ce pays France, de toute la CGT aussi, afin que Science et liberté riment ensemble pour et par l'homme, et non pour et par l'inique profit spéculatif des débrouailleurs irresponsables qui ont concocté Maastricht, Amsterdam et le 5^e Programme Communautaire Recherche et Développement.

Une dernière tâche incombe au SNTRS-CGT : endiguer la précarité au sein des équipes, aider à la promotion des projets de recherche, améliorer la vie même des laboratoires : recruter des jeunes scientifiques – trop nombreux à la porte des EPST – augmenter les promotions des ITA, faire tout ce qu'il nous est possible pour œuvrer en ce sens et la jeter aux orties de cette fameuse précarité.

Ainsi je conclus : la brièveté nous mènera plus vite aux festivités et récréations pour lesquelles nous sommes tous ici. Mais il me faut trouver une phrase qui synthétise mon attachement profond au SNTRS et à la CGT depuis 1995 :

« *C'est la révolte même, la révolte seule qui est créatrice de lumière. Et cette lumière ne peut se connaître que trois voies : la poésie, la liberté et l'amour (Ö)* »

André Breton (*Arcane 17*, 1944)

La poésie est notre liberté dans notre syndicat ; et
l'amour, le chevet de notre confraternité.

Intervention de Michel DONEDDU

Au nom de l'UGICT-CGT

Je remercie le SNTRS d'avoir invité l'UGICT à participer à cette cérémonie du 50^{ème} anniversaire du SNTRS.

Permettez-moi d'excuser l'absence de Gérard DELAHAYE qui souhaitait vivement y participer et s'adresser à vous, mais il a été empêché par la préparation du Comité Confédéral National.

Le 50^{ème} anniversaire de votre syndicat représente un événement et à double titre.

C'est un événement pour les chercheurs et ITA du SNTRS, de l'INSERM et de l'INRIA

50 années de défense de leurs revendications, de leur emploi, de leur statut, c'est une référence, et une référence dont la nécessité est très actuelle.

Nous vivons en effet une époque où de fortes pressions tentent de remettre en cause les acquis sociaux, les statuts des salariés, les emplois stables dans les entreprises et la fonction publique. Pourtant, la création d'emplois représente une attente fondamentale dans notre société. Et les personnels de la recherche savent qu'il y a la possibilité d'en créer pour et par le développement de leur activité de recherche.

Mais pour cela, pour convertir les possibilités en emplois concrets, il faut se rassembler, agir, créer des rapports de forces. Car nous sommes confrontés à des logiques budgétaires de restriction, qui soit voient dans l'emploi un coût à réduire, soit ne conçoivent l'emploi que précaire, alors que sans un minimum de stabilité, l'être humain ne peut pas construire de perspectives, de véritable vie.

Cette contradiction entre les attentes et la réalité appelle à développer encore le syndicalisme, à renforcer le SNTRS

Le 50^{ème} anniversaire de votre syndicat, c'est un événement, non seulement pour les chercheurs, mais aussi pour la recherche et sa place dans notre pays.

Le SNTRS-CGT a toujours eu pour conduite d'inscrire la défense des intérêts des personnels de la recherche dans une action revendicative plus large, une action d'intérêt général, de promotion

de la recherche en France, et de coopération internationale pour la paix et le désarmement. La place d'un pays se mesure en effet aussi – et peut être même d'abord – à sa capacité à faire progresser les connaissances.

Cette activité dont le SNTRS a su prendre la dimension reste très actuelle, car derrière les discours de valorisation de la recherche ou de promotion de l'innovation technologique, il peut se cacher des velléités de dévalorisation de la recherche pour la connaissance, avec des risques de reculs préjudiciables de cette activité humaine essentielle.

La force, l'influence, la capacité de débat et d'intervention du SNTRS sont donc des atouts très nécessaires, et qu'il faut encore renforcer.

Et de ce point de vue, je crois qu'il est très satisfaisant de voir que ce 50^{ème} anniversaire de la CGT au CNRS, à l'INSERM et à l'INRIA soit aussi un moment fort du rassemblement du syndicalisme, avec la décision prise par l'USCA et le SNTRS de se réunifier. Cette décision ne peut qu'aller dans le sens du renforcement souhaité.

Je dis cela car nous savons tous qu'au sein du ministère s'élaborent des projets de restructuration de la recherche publique, mais nous ne sommes pas très nombreux à être informés sur leur contenu.

C'est pourquoi la CGT s'adresse au ministre pour lui dire « pas de décision sans que les personnels de la recherche soient informés, consultés et sans qu'ils aient été entendus. » (parce qu'ils ont des choses à dire, des propositions à soutenir)

Et dans cet esprit, les syndicats CGT de la recherche, le SNTRS, la CGT INRA, la FERC, la CGT du CEA, des centres de recherche industrielle, mettent en débat d'organiser un forum de la recherche, pourquoi pas de façon unitaire avec les autres confédérations, pour contribuer à ce que les chercheurs et les personnels de la recherche se fassent entendre.

Voilà une proposition digne des cinquante années d'une existence fructueuse du SNTRS, qui a devant lui encore une longue vie d'initiatives, d'actions, de luttes au service de la recherche et de ses personnels.



le secrétaire général
L.V/ea

Montreuil, le 23 février 1998

**SYNDICAT CGT DES
TRAVAILLEURS DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**
25, rue de Chevreuse

91400 - ORSAY

Chers Camarades,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de votre invitation et à vous livrer par écrit ce message car je ne pourrais pas, et je le regrette, être parmi vous.

Cinquante ans d'existence, c'est à la fois une somme d'expériences et la reconnaissance d'un syndicalisme qui a prouvé son efficacité, son dynamisme, un syndicalisme CGT pour les salariés de la Recherche Scientifique.

Le dire ainsi peut apparaître normal, mais chacun comprendra que l'activité revendicative, le syndicalisme, ne se sont pas développés de la même manière selon les secteurs d'activité professionnelle.

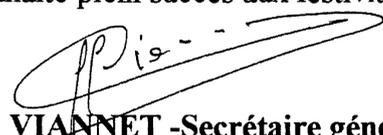
Qu'un syndicalisme de lutte en phase avec les aspirations des Ingénieurs, Chercheurs, Cadres et Techniciens soit reconnu et constitue une force incontournable, n'était pas acquis d'avance. D'autant que votre expérience et votre activité revendicative, nécessaires pour le personnel concerné, le sont également pour l'activité de toute la CGT.

La recherche scientifique est un des enjeux de notre temps. Les objectifs, les moyens qui lui sont octroyés conditionnent pour une bonne part le sens des progrès à réaliser. C'est dire combien le syndicalisme dans la recherche, et singulièrement dans la recherche publique, est une nécessité.

La CGT tient à souligner le rôle important joué par le S.N.T.R.S., parfois dans des situations difficiles, afin que les personnels de la Recherche s'appuient sur un syndicat ouvert, rassembleur et unitaire, attachés aux fondements de leur organisme pour faire prévaloir leurs besoins et leurs revendications.

Les évolutions récentes et, notamment, les efforts de rassemblement des différents personnels y compris les chercheurs, montrent qu'avec la FERC c'est dans cette voie que vous voulez poursuivre.

Je souhaite plein succès aux festivités de votre cinquantenaire.


Louis VIANNET - Secrétaire général de la CGT



Michel DUSART

à Jean OMNES
Secrétaire général du
SNTRS/CGT

Mon cher Jean,
Je suis vraiment navré mais je ne pourrai
être des vôtres le 10 mars prochain pour
fêter les 50 ans du SNTRS
Crois bien que si j'avais pu me
rendre disponible, je serais venu avec le
plus grand plaisir. Nous avons pu échanger même
avec toi et d'autres copains du SNTRS quelques
souvenirs en commun...! Des moments
agréables, d'autres moins mais l'important
c'est le chemin parcouru depuis et je ne
suis pas fier d'avoir travaillé avec vous même,
dans l'intérêt de toute la CGT. Transmets
mon salut fraternel et mes meilleurs vœux
aux camarades. Bonnes fêtes pour
les 50 ans!



Michel DUSART

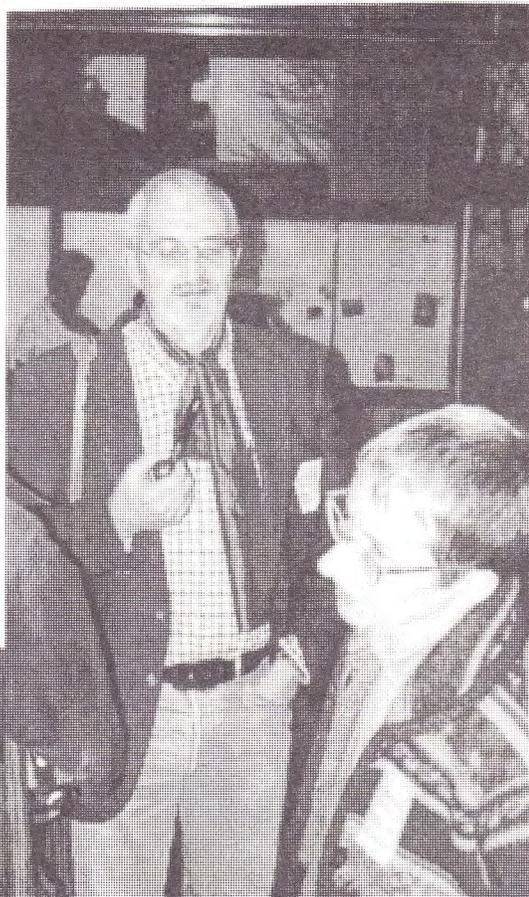
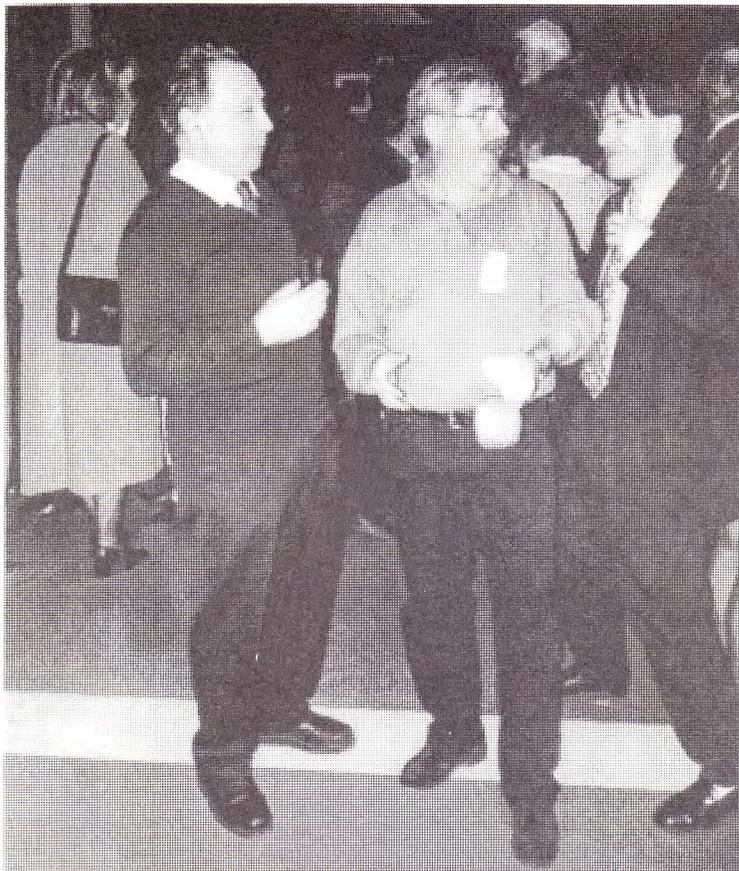
Collaborateur du Bureau Confédéral

Merci encore à toute l'équipe des
préparatifs du 50^{ème} et à Ginette
DEVILLIERS la coordinatrice...
Ici une toute petite partie de
l'exposition sur l'histoire du
syndicat...

Réalisée avec Ginette et Andrée
DRUILHE, Alain CLORENNEC,
Jean ROSIU, Pierre MERVILLE
et aux photographes

Gérard MASQUELIER
et Jacques AUDIN

Merci aussi à tous les camarades,
amis et collègues de Meudon,
Danièle, Annie, Michel,
Bernard et tous les autres, techniciens
personnels de restauration
qui nous ont gâté tant pour
l'organisation que pour la restauration
sociale « gastronomique » qui a
marqué ce 10 mars.



Merci à notre équipe artistique
Catherine DRIANCOURT,
André MALANDAIN,
Jean-Pierre BAZIN et
Philippe ARSON
qui nous ont régalé
les yeux et l'esprit ...
de leurs oeuvres .

Et pour Marie et Annie,
nos 2 secrétaires
après l'effort, le réconfort
autour de ce délicieux
repas bien arrosé !

Encore
BRAVO à tous !

